

## **Compte rendu du conseil de perfectionnement**

### **Master mention droit des affaires**

Parcours de M1-M2 Droit de la propriété intellectuelle – droit des créations artistiques et esthétiques (PI)

Parcours de M1-M2 Droit des affaires comparé (DAC)

Parcours de M1-M2 Juriste d'affaires, éthique et compliance (JAEC)

Parcours de M1-M2 Management juridique des affaires (MJA)

Parcours de M1-M2 Transports, Assurances, Douanes (TAD)

#### Séances :

- 1re séance : vendredi 25 avril 2025, de 14h à 16h30 (hybride) ;
- 2e séance : lundi 5 mai 2025, de 9h à 11h (vidéoconférences) ;
- 3e séance : mardi 6 mai 2025, de 15h à 17h (hybride).

#### Noms et qualités des participants :

##### Enseignants-chercheurs

- Alexandre Quiquerez, Professeur de droit privé, responsable pédagogique du parcours JAEC, président du conseil de perfectionnement
- François Barrière, Professeur de droit privé, président de la section droit privé, futur responsable du double Master Management Stratégique et droit des affaires
- Anne Emmanuelle Kahn, Professeur de droit privé, responsable pédagogique du parcours PI
- Maud Liaras, Maître de conférences associée en droit privé, responsable pédagogique du parcours TAD
- Jean-Louis Navarro, Maître de conférences en droit privé HDR, responsable pédagogique du parcours DAC
- Aurélien Rocher, Maître de conférences en droit privé, responsable pédagogique du parcours MJA

Responsables administratifs : Silvy Letué, gestionnaire de scolarité de la mention droit des affaires.

##### Professionnels

- Axelle Louis, avocate au Barreau de Lyon
- Patrick Ginet, directeur général chez Antinea Courtage
- Chloé Gora, responsable juridique chez une filiale de Total et alumni TAD
- Arnaud Tasciyan, conseiller juridique chez Interpol

## Etudiantes et délégués de promotion

- Lena Arnaud, étudiante en Master 2 TAD
- Alice Cano, étudiante en Master 2 PI
- Gersende Delecourt, étudiante en Master 2 MJA
- Juline Quivy, étudiante en Master 2 JAEC
- Thelma Serrette, étudiante en Master 2 PI

Alumni et doctorant : Khalil Boustany (ancien M2 DAC et doctorant à Lyon 2).

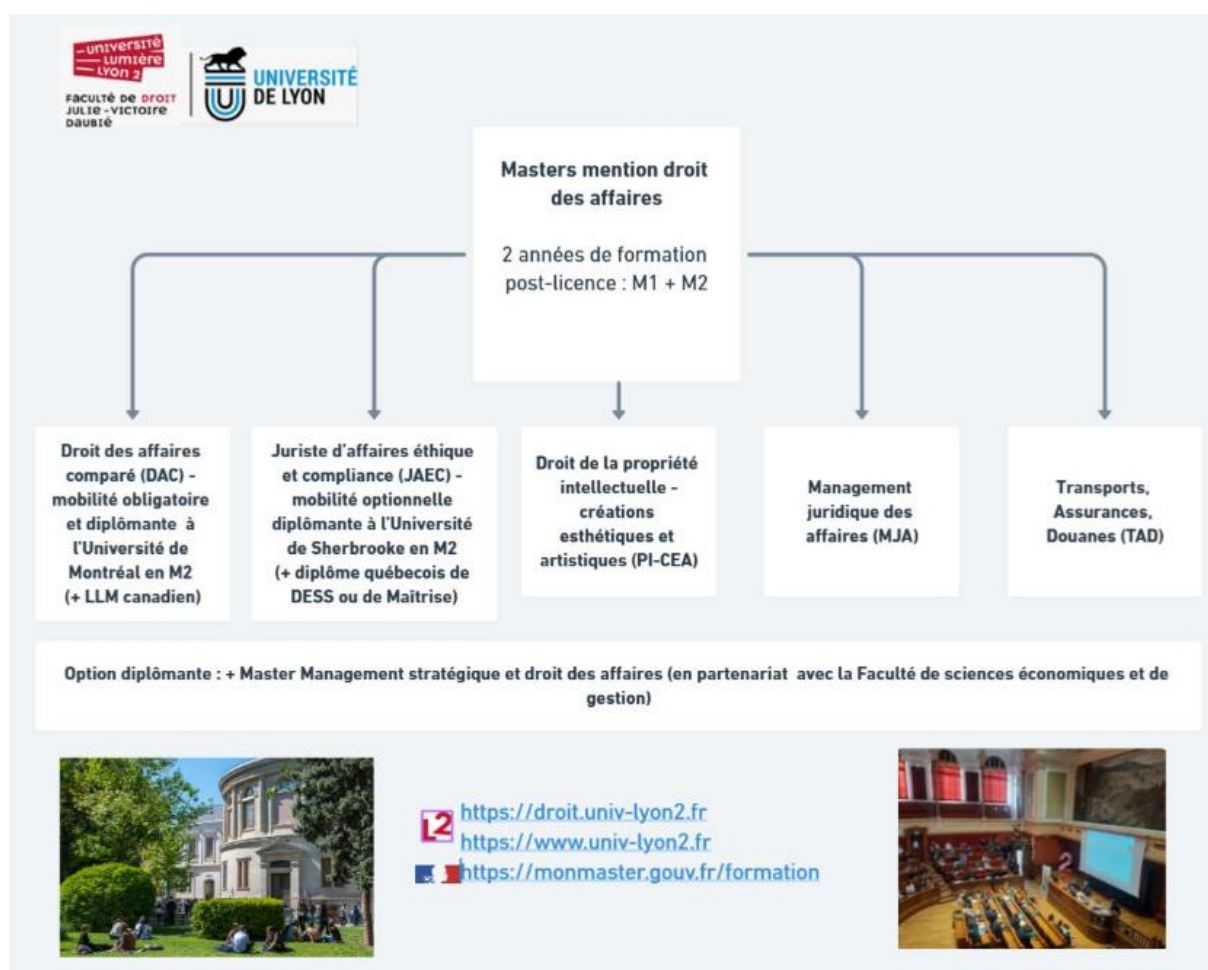
## Préparation du conseil

- L'Université Lumière Lyon 2 a demandé d'organiser un conseil de perfectionnement au niveau de la mention, et non de chaque parcours. En raison de l'impossibilité de trouver une date commune pour les différents intervenants et afin d'avoir le temps d'engager des échanges, trois dates différentes ont été mobilisées.
- Des questionnaires « Google Form » ont été envoyés aux étudiants.
- Des diapositives ont été communiquées en amont aux différents intervenants, présentant les formations et différents points de discussion.
- Certains délégués de promotion (M2 MJA et TAD) ont fait, en complément, un retour par écrit.

## Principaux points discutés en conseil

### Offre et architecture générale de l'offre de formation de la mention droit des affaires

- L'offre de parcours de master au sein de la Mention est originale sur le site de Lyon et répond à des besoins du marché de l'emploi.
- Certains diplômes existent depuis près de 20 ans (PI et DAC) et sont bien « implantés » dans l'offre de formation, tandis que d'autres sont plus récents dans leur version actuelle (JAEC, TAD qui provient d'un DESS puis Master en droit des transports et de logistique créé il y a plus de 20 ans), voire très jeunes (M1 MJA ouvert à la rentrée 2023).



## Contenu des enseignements

- Les cours en Master 1 ont été discutés, pour chacun des parcours, puis ceux, plus spécifiques, en Master 2. *Il est envisagé de mutualiser certains cours, notamment le CM de droit et écosystème du numérique du M1 MJA avec le M1 PI.*
- La place des stages et de l'alternance a été également discutée. Actuellement seul le M2 PI est proposé à l'alternance. Des réflexions sont engagées pour l'offrir aussi à d'autres M2, notamment en JAEC. Le rythme de l'alternance pour le M2 PI est le suivant : 2 jours par semaine à l'université et 3 jours en entreprise. Dans d'autres parcours, les étudiants ont l'option d'effectuer un stage en parallèle des cours, sur deux jours et demi. Un retour des étudiants qui ne sont pas en alternance ou en stage est la concentration des cours sur 2 ou 3 jours. *Pour les parcours avec option stage sans option alternance (en particulier le parcours JAEC), il est proposé de bien garder des cours sur 3 jours, et non deux jours et demi. Pour le parcours PI, il est difficile de prévoir une autre organisation temporelle dans le contexte d'une alternance, dans la mesure où il n'est pas possible de prévoir une alternance obligatoire ; elle ne peut qu'être optionnelle, ce qui fait que les étudiants qui ne sont pas en alternance ou en stage ont forcément des journées sans activité pédagogique.*

- Les éléments pédagogiques (CM, TD, séminaires de spécialisation) propres à chaque parcours de M1 sont discutés. *Il est relevé par les responsables pédagogiques et les étudiants que ces éléments pédagogiques devraient être renforcés. Toutefois, les contraintes budgétaires sont telles qu'il est très difficile de créer de nouveaux cours sans en supprimer d'autres, alors que beaucoup de cours en M2 sont déjà valorisés en HTD et en HCM (les dotations sont allouées par l'université au niveau de la mention). Il conviendra d'être particulièrement vigilant sur la prochaine dotation, afin de s'assurer qu'elle ne soit pas au moins inférieure. Il faut aussi prendre en compte que le M1 se veut avant tout généraliste en droit des affaires, en complétant la formation de licence, ne serait-ce que pour bien préparer les étudiants à l'examen d'entrée d'avocat.*
- Les enseignements en anglais juridique sont discutés. *En M1, il est relevé par les responsables pédagogiques et les étudiants qu'il est dommage que le cours d'anglais juridique soit uniquement au second semestre. Dans certains M2, la place de l'enseignement de l'anglais pourrait être renforcée, mais il n'est pas simple de trouver les enseignants juristes compétents à Lyon. Plusieurs pistes de solution sont abordées, telles que le passage de certains CM, en tout ou partie, en langue anglaise, lorsque la matière s'y prête.*
- Les étudiants sondés ont globalement apprécié l'excellence à la fois des enseignements et des évaluations. Ils ont apprécié le caractère à la fois universitaire et professionnalisant des cours.
- Des suggestions ponctuelles ont été émises par les enseignants et étudiants parmi lesquelles :
  - En M2 JAEC : renforcer les cours sur l'IA et sur la cybersécurité.
  - En M2 PI : augmenter les enseignements en droit des brevets et les cours en anglais.
  - En M1 MJA : proposer des TD en droit des entreprises en difficulté, afin de mieux préparer les étudiants à l'examen d'entrée au CRFPA.
  - En Master TAD : renforcer des enseignements sur l'environnement, notamment géopolitique, des transports ; proposer en M2 (pas seulement en M1) des cours en matière de droit du transport routier.
  - En M2 DAC : renforcer et officialiser l'enseignement à distance par des intervenants québécois au cours du premier semestre pour préparer la mobilité des étudiants au second semestre à Montréal.
- Les responsables pédagogiques, de même que les enseignants universitaires et les professionnels, considèrent qu'il est essentiel de renforcer l'enseignement des compétences rédactionnelles, ainsi que de l'expression professionnelle et orale. Les étudiants devraient aussi renforcer leur curiosité intellectuelle et leur goût pour la recherche. *Il est souhaité que des éléments pédagogiques visant ces compétences soient créés, en M1 comme en M2, même si ces cours existent déjà en licence.*

## Evaluation

- Les modalités d'évaluation en M1 sont assez classiques et homogènes pour l'ensemble des parcours : contrôles terminaux pour les CM ; contrôle continu pour les TD. L'année universitaire est semestrialisée. Deux sessions (session 1 et session 2 de rattrapage) sont organisées.
- Les modalités d'évaluation en M2 dépendent de chaque parcours. Un retour assez général des étudiants sur les différents parcours est que les évaluations sont parfois trop concentrées sur la fin d'année. *Il est envisagé de « ventiler » davantage les évaluations en cours d'année. Pour autant, les évaluations finales doivent permettre aux étudiants d'être bien concentrés sur le suivi des cours et d'avoir le temps de préparer les examens.*

## Professionnalisation

- En M1, tandis que les CM sont assurés par des enseignants-chercheurs, les TD sont essentiellement assurés par des professionnels, avec l'intervention d'ATER dans certains groupes. En M2, la place des professionnels augmente pour offrir une formation très pratique ou opérationnelle, tout en ne négligeant pas les attendus universitaires notamment sur les exigences de recherche et d'esprit critique. *Dans l'ensemble, il ressort des sondages que les étudiants sont satisfaits de la place des professionnels dans l'enseignement en M2. Pour le M1, le volume horaire des séminaires de spécialisation assurés par des professionnels gagnerait à être augmenté.*
- Le système des stages optionnels en parallèle des cours est apprécié par les étudiants. Pour les M2 non encore ouverts à l'alternance, les étudiants indiquent un attrait pour cette formule.

## International

- La mention droit des affaires entretient des partenariats bidiplomants avec deux universités canadiennes : Montréal (LLM) et Sherbrooke (maîtrise et DESS). *Les responsables pédagogiques et étudiants relèvent l'importance de bien lancer les procédures administratives auprès des autorités canadiennes le plus tôt possible. En effet, les conditions migratoires pour les étudiants au Canada, y compris dans le cadre d'une convention de partenariat, s'étant très fortement durcies (en particulier au regard des délais d'obtention des permis).*
- Les professeurs invités, provenant notamment des universités canadiennes (Sherbrooke, Ottawa), interviennent dans certains parcours dans leur domaine de spécialité, en langue française ou anglaise. *Ces cours ou conférences sont à renforcer et le sont actuellement pour certains parcours (notamment PI).*

## Débouchés

L'université a fourni les statistiques suivantes sur le devenir des diplômés 2021-2022 de la mention (sondage en 2023) :

### Les diplômés ayant répondu à l'enquête

Nombre de diplômés	Nombre de répondants	Taux de réponse
85	38	45%

### Referiez-vous ce Master

	Effectifs	%
Oui	32	84%
Non	3	8%

Non réponse : 3

### Poursuite d'études après le Master

	Effectifs	%
Non	20	53%
Oui, hors doctorat	18	47%

### Situation 18 mois après l'obtention du diplôme

Situation à 18 mois	Effectifs	%
Vous occupez un emploi	19	50%
Vous n'occupez pas d'emploi et vous recherchez du travail	1	3%
Vous êtes dans une autre situation (stage, études, service civique, année sabbatique, inactivité...)	18	47%

Taux d'emploi à 18 mois
95%

*Le taux d'emploi est la proportion de personnes ayant un emploi parmi celles ayant un emploi ou étant à la recherche d'un emploi.*

Au-delà des statistiques, une observation empirique de plusieurs responsables pédagogiques est que les étudiants parviennent souvent à atteindre leur objectif professionnel : avocat (réussite de l'examen d'entrée dès la 1<sup>er</sup> tentative ou à la 2<sup>e</sup>) ou juriste d'entreprise dans divers secteurs économiques, principalement dans la région lyonnaise ou à Paris.

## Divers

- Les responsables pédagogiques regrettent que, en raison d'une dotation budgétaire insuffisante, les heures de supervision de mémoires et de rapport de stage ne soient pas rémunérées.
- Certains parcours sont dotés d'un annuaire Alumni, ce qui aide les étudiants à trouver un stage ou un emploi. Il est souhaité que l'Université relance sa plateforme en ligne de réseau d'anciens diplômés de l'établissement, la charge de la création et de la mise à jour de ce réseau étant très lourde et à optimiser au niveau de l'établissement.

- Sur le plan de la gestion de scolarité, les emplois du temps seront désormais préparés et finalisés dès l'été précédant la rentrée, y compris pour les deux semestres de Master 2.
- Afin de renforcer les éléments pédagogiques de la formation, tout en limitant les coûts, une réflexion sur la mutualisation de certains cours, à la suite de la création de nouveaux diplômes (MJA, futur double diplôme management stratégique et droit des affaires, ANTC au sein de la mention droit privé, etc.) est à développer. Toutefois, cette mutualisation ne doit pas conduire à alourdir déraisonnablement la charge de la correction de copies, notamment par rapport au volume horaire des cours.

## Conclusions

Après discussion le conseil estime que :

- Les points forts de la formation sont :
  - Une singularité forte de chacun des parcours des masters au niveau local et même national.
  - La qualité de la formation et l'investissement de l'ensemble des enseignants, en M1, comme en M2. Les enseignements sont riches, très formateurs sur le plan humain et professionnel, et portés par des intervenants experts et aux profils divers. Les étudiants saluent le dévouement des équipes pédagogiques, administratives et de scolarité.
  - L'intervention de nombreux professionnels du droit dans la formation, surtout en M2, constitue un axe fort.
  - Les partenariats pour des programmes bidiplomants avec les universités canadiennes.
  - La faculté d'effectuer un stage en M2 en parallèle des cours ou, pour le M2 PI, d'être en alternance.
  - La participation à différentes activités professionnalisantes.
- Les objectifs de la formation apparaissent adaptés aux débouchés des étudiants désirant devenir avocats d'affaires, juristes d'entreprise, conseils en propriété industrielle, responsable conformité, *contract manager*, etc.
- Le programme de formation pourrait être conservé sans changement substantiel.
- Les pédagogies mises en œuvre sont adaptées au public étudiant et aux objectifs visés, sous réserve d'un renforcement d'heures de spécialité en M1 et de dotation suffisante pour le suivi individuel des étudiants.

- Les modalités d'évaluation des connaissances et des compétences peuvent être en principe changées, améliorées, chaque année. Un meilleur "lissage" des épreuves sur l'année est attendu pour différents parcours.

Lyon, le 6 mai 2025.